



Revue des Sciences Sociales

Numéro 4 | 2025

Numéro Varia | décembre 2025

REA – Impact factor (SJIF) 2025 : 5.341

Date de soumission : 24-10-2025 / Date de publication : 30-12-2025

LES TRANSHUMANCES POLITIQUES EN CÔTE D'IVOIRE DE 1990 À 2021 : LES IMPLICATIONS D'UN PHÉNOMÈNE

THE POLITICAL MIGRATIONS IN IVORY COAST FROM 1990 TO 2021 : THE
IMPLICATIONS OF A PHENOMENON

Bléou Sylvain **ANGU**

RÉSUMÉ

Depuis la réintroduction du multipartisme en Côte d'Ivoire le 30 avril 1990, la scène politique vit le phénomène de la transhumance politique. Le pluralisme politique s'est accompagné d'une diversité d'offres idéologiques et de visions politiques ainsi que de la garantie des libertés de mouvement. De 1990 à 2021, de nombreux changements d'allégeance ont eu lieu dans l'espace politique, caractérisés par des transferts du personnel politique, des reniements, des défections entre appareils politiques. Quelles sont les implications de cette transhumance du personnel politique sur la vie publique ivoirienne ? Cet article se propose de retracer quelques cas de transhumance politique, d'analyser les facteurs favorisant le nomadisme politique et d'apprécier la portée de ce phénomène sur la perception de la politique en Côte d'Ivoire. Pour y parvenir, notre

réflexion s'appuie sur des sources électroniques et imprimées et sur des ouvrages dont l'exploitation critique a permis d'aboutir à des résultats. Les transhumances politiques sont inhérentes aux libertés démocratiques. Elles sont le signe d'un dynamisme démocratique. Cependant, ces libertés ont ouvert la voie à une quête d'intérêts mercantiles ; ce qui discrédite le personnel politique ivoirien, décrédibilise la parole et les convictions politiques en Côte d'Ivoire et provoque un désintérêt de la population vis-à-vis de la politique.

Mots-clés : Transhumances, rupture, intérêts mercantiles, démocratie, décrédibilisation, illisibilité.

ABSTRACT

Since the reintroduction of multiparty politics in Côte d'Ivoire on 30 April 1990, the political scene has experienced the phenomenon of

political migration. Political pluralism has been accompanied by a diversity of ideological offers and political visions as well as the guarantee of freedom

of movement. From 1990 to 2021, many changes of allegiance took place in the political space, characterized by transfers of political staff, renegades, defections between political apparatuses. What are the implications of this migration of political staff on Ivorian public life? This article proposes to trace some cases of political transhumance, to analyze the factors favoring political nomadism and to appreciate the impact of this phenomenon on the perception of politics in Ivory Coast. To achieve this, our reflection is based on electronic and printed sources and on works whose critical exploitation has led to results.

INTRODUCTION

La conviction est une valeur. Et comme toute valeur érigée en principe, on ne dévoie, ni ne dévie de sa trajectoire. Malheureusement, le microcosme politique ivoirien a habitué l'opinion publique aux retournements de veste. On change d'équipe politique comme on change de maillot, d'habit, de club. Et voilà le « mercato politique ». Le mercato politique, selon Édouard Roux, est « un mercato foisonnant qui redessine un peu plus un paysage politique marqué par les défections, les trahisons et autres changements d'humeur des uns et des autres »¹. Le mercato politique est caractérisé par un mouvement des acteurs politiques d'un horizon habituel vers un autre. Laurent de Boissieu parle de « nombreux transferts politiques (...), de multiples ralliements »². Derrière cette image et ce concept empruntés au monde sportif, se cache le phénomène de la transhumance politique. Nous retiendrons que la transhumance politique est un mouvement, un déplacement, une migration de tout homme politique de sa sphère politique et idéologique d'origine vers un autre pôle politique. C'est ce phénomène que nous avons l'ambition d'étudier à l'échelle de la Côte d'Ivoire de 1990 à 2021. 1990 correspond à la date de réintroduction du multipartisme en Côte d'Ivoire. Cette année symbolise le début de la transhumance politique avec notamment le départ de militants du Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain (PDCI-RDA) vers de nouveaux horizons. Quant à 2021, elle

Political movements are inherent in democratic freedoms. They are the sign of a democratic dynamism. However, these freedoms have paved the way for a quest for mercantile interests ; which discredits Ivorian political personnel, discredits speech and political beliefs in Côte d'Ivoire and causes a lack of interest from the population towards politics.

Keywords : Transhumances, rupture, mercantile interests, democracy, discredibility, illegibility.

constitue la dernière manifestation de nomadisme politique avec la création du Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI) par des militants en rupture avec le Front populaire ivoirien (FPI). Quels sont les cas de transhumance politique que la Côte d'Ivoire a connus de 1990 à 2021 ? Pourquoi le phénomène de la transhumance politique a-t-il survécu dans l'histoire politique de la Côte d'Ivoire ? Quels en sont les mobiles profonds ? L'objectif de cette étude est d'analyser la transhumance politique en Côte d'Ivoire et d'en examiner les effets sur la vie politique nationale. L'étude s'appuie sur des sources imprimées, des sources électroniques ainsi que sur des ouvrages relatifs à l'histoire politique de la Côte d'Ivoire. Notre réflexion s'articule autour de deux axes principaux : d'une part, l'analyse de quelques cas de transhumance politique en Côte d'Ivoire entre 1990 et 2021, et d'autre part, l'étude des implications de ce phénomène.

1. Quelques cas de transhumance politique en Côte d'Ivoire de 1990 à 2021

Le 30 avril 1990, le Bureau politique du PDCI-RDA constate que : « Le consensus national sur lequel reposait jusqu'ici la conduite du PDCI semble rompu ». Tirant les conséquences de ce constat et de l'invitation du Parti, le Conseil des ministres du jeudi 3 mai 1990 déclare : « Le Président de la République, garant de la Constitution, a accédé

¹ Édouard Roux, "Présidentielle : le grand mercato des politiques", in *Paris Match* du 27 février 2022, [En ligne], <https://www.parismatch.com/Actu/Politique/Presidentielle-le-grand-mercato-des-politiques-1790895> (consulté le 14/08/2022).

² Laurent De Boissieu, "Présidentielle : les trois raisons du grand mercato politique", in *La Croix* du 21 mars 2022 [En ligne], <https://www.la-croix.com/France/Presidentielle-trois-raisons-grand-mercato-politique-2022-03-21-1201206122> (consulté le 14/08/2022).

à cette recommandation et donné instruction au ministre de l'Intérieur, conformément à la loi, de prendre toutes les dispositions utiles pour l'application de l'article 7 de la Constitution »³. Dès lors, le multipartisme est réintroduit. Une fois les nouveaux partis constitués et le paysage pluraliste

1.1. Les transhumances politiques d'Houphouët-Boigny à Robert Gueï (1990 – 2000)

Le retour à la démocratie en Côte d'Ivoire s'accompagne aussi bien de l'éclosion des partis politiques que de la liberté des individus, notamment des hommes politiques, de quitter leur formation d'origine pour adhérer à une autre ou en créer une nouvelle.

1.1.1. Les transhumances politiques sous Félix Houphouët-Boigny (1990-1993)

Les transhumances politiques sous la présidence de Félix Houphouët-Boigny de 1990 à 1993 concernent le Parti ivoirien des travailleurs (PIT) et le FPI.

Les premières transhumances politiques du PIT se sont principalement dirigées vers le FPI, les deux partis se réclamant de la gauche ivoirienne. Elles concernent des personnalités telles qu'Assoa Adou, Raymond Abouo N'dory et Laurent Akoun. Que s'est-il passé en 1992-1993 pour que cette cohorte de militants du PIT adhère au FPI ? Francis Wodié écrit à ce propos que : « il s'agit d'un complot ourdi depuis la MACA (...) On se demande quelle potion magique, il a pu leur faire avaler pour réussir à les rallier à sa cause » (2010 : 143). Il s'agit bien de la MACA (Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan). En effet, à la suite des événements du 18 février 1992, Laurent Gbagbo, alors secrétaire général du FPI, fut arrêté et emprisonné par le régime du PDCI, en compagnie d'autres militants de l'opposition, dont plusieurs cadres du PIT. Ils avaient protesté contre les violations des droits de l'homme commises lors de la répression des étudiants à la cité universitaire de Yopougon, dans la nuit du 17 au 18 mai 1991. L'absence de Francis Wodié parmi ces démocrates fut la pomme de discorde entre lui et

établi, on constate, de 1990 à 2021, de nombreux mouvements entre les sphères politiques existantes. Ce sont ces nouveaux mouvements qui font l'objet de notre analyse.

les hauts cadres de son parti emprisonnés. C'est ce que rapporte Didier Depry lorsqu'il écrit que : « Sortis de prison, ces cadres du PIT qui ont trouvé l'attitude de leur premier secrétaire « curieuse » condamneront ses options. Ils créent un courant dénommé « PIT originel » avant de quitter le parti pour le FPI »⁴. Le PIT venait ainsi de vivre la première saignée de son histoire politique. La seconde transhumance observée sous Félix Houphouët-Boigny a concerné le FPI lui-même, créé dans la clandestinité en 1988 et reconnu officiellement en 1990. L'un de ses membres fondateurs, Innocent Anaky Kobenan, considéré comme le principal financier du parti, avait été emprisonné le 20 novembre 1988 et condamné à vingt ans de prison. Libéré le 9 mars 1993, il quitte le FPI pour créer un autre parti politique, le Mouvement des forces d'avenir (MFA) dont il devient le président.

1.1.2. Les transhumances politiques sous Henri Konan Bédié (1993-1999)

Les transhumances politiques sous le régime d'Henri Konan Bédié ont été dominées par la création du Rassemblement des Républicains par des militants issus du PDCI-RDA en 1994. En effet, le 27 septembre 1994, Djéni Kobina et ses amis créent le Rassemblement des Républicains (RDR). Les membres fondateurs sont : Djéni Kobina, Ayé Ayé Alexandre, Malan Jean, Jean Badobré, Soumahoro Amadou, Diakité Coty, Sarassoro Hyacinthe et Leroux Hyacinthe, généralement tous des militants du PDCI-RDA. Les circonstances de cette rupture font référence au refus d'accorder la parole à Djéni Kobina lors du Congrès extraordinaire du PDCI le 30 juin 1994. Ce dernier a dénoncé le manque de démocratie. Mais, il faut comprendre que dans le contexte de transition qui suit la mort du Président Houphouët-Boigny, une telle argumentation est faible. Derrière cette rupture

³ « Communiqué du Conseil des ministres du 3 mai 1990 » in *Fraternité matin* n°7674 du 4 mai 1990, p.28.

⁴ Didier Depry, « Mon combat pour la Côte d'Ivoire I- Le livre qui trahit Wodié », *Notre Voie* du 21 avril 2010, [En ligne],

<https://news.abidjan.net/articles/362438/mon-combat-pour-la-cote-divoire-le-livre-qui-trahit-wodie> (23/09/2025).

existe une nouvelle offre politique ainsi que des parrains dont beaucoup hésiteront à s'afficher et d'autres qui le feront par la suite. À côté de cette rupture qui engendre le RDR en 1994, une autre rupture est à noter, cette fois au FPI. En 1998, des cadres, conduits par Ahoua Don Mello, quittent Laurent Gbagbo et le FPI pour créer un parti politique, la Renaissance. D'abord simple courant politique au sein du FPI, ils franchissent le Rubicon en actant la rupture avec pour ambition de « faire renaître ces valeurs-là [les valeurs socialistes et démocratiques] »⁵.

1.1.3. Les transhumances politiques sous la transition militaire de Robert Gueï (1999-2000)

Globalement, deux mouvements de transhumance sont à noter sous la transition militaire de Robert Gueï du 24 décembre 1999 au 26 octobre 2000. Il s'agit du retour en 2000 du parti La Renaissance d'Ahoua Don Mello au FPI. On observe aussi une rupture au niveau du PDCI-RDA. En effet, le 6 janvier 2000, Mel Eg Théodore, dirigeant du PDCI, maire de la commune de Cocody de 1990 à 2000, décide de créer son parti politique, l'Union démocratique et citoyenne (UDCY). Ce départ du PDCI, quelques jours seulement après le premier coup d'État de l'histoire politique de la Côte d'Ivoire, démontre une sorte de liberté retrouvée en rupture avec la discipline du parti, mais également l'expression d'ambitions personnelles assumées par Mel Eg Théodore.

De 1990 à 2000, l'apprentissage du pluralisme politique s'est accompagné de désaccords et de ruptures entre le personnel politique et les appareils politiques existants. Le parti au pouvoir et les nouveaux partis de l'opposition ont connu des défections. Mais, il faut noter qu'en dehors du RDR qui quitte le PDCI-RDA, les autres mouvements de transhumance ont eu moins de retentissements et d'impacts sur les partis d'origine. Quelle est la situation après la transition militaire, de 2000 à 2021, sous les régimes de la refondation et de l'émergence ?

1.2. Les transhumances politiques de Laurent Gbagbo à Alassane Ouattara (2000 – 2021)

1.2.1. Les transhumances politiques sous Laurent Gbagbo (2000-2010)

Sous le régime de Laurent Gbagbo, dans un contexte sociopolitique marqué dès les 18 et 19 septembre 2002 par une tentative de coup d'État muée en rébellion armée ainsi que par des accords politiques avec des gouvernements d'union, les transhumances politiques se traduisent principalement par des mouvements de partis d'opposition vers le parti ou la mouvance présidentielle. Le PDCI-RDA, le PIT, le RDR et même l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), créée durant cette mandature, sont touchés par quelques défections.

Le PDCI-RDA semble avoir intégré les défections depuis la réinstauration du multipartisme. Ayant perdu le pouvoir en 1999, de nombreux cadres ont rallié le chef de la junte lors de l'élection présidentielle d'octobre 2000 où tous les candidats du parti ont été recalés. Ainsi, pendant que certains militants soutenaient Laurent Gbagbo, d'autres accordaient leurs préférences au général Robert Gueï. Ces militants, soutiens de Robert Gueï, se présentent comme indépendants lors des élections législatives du 10 décembre 2000 bravant la discipline du PDCI. Ils remportent quatorze sièges de députés. Ce sont ces militants ralliés à Robert Gueï qui abandonnent le PDCI-RDA le 27 novembre 2001 pour créer l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI) dont la présidence échoit naturellement à son inspirateur, Robert Gueï. Parmi ces illustres militants du PDCI-RDA partis à l'UDPCI, l'on peut citer Balla Keïta, Paul Akoto Yao, Danielle Boni Claverie, Alassane Salif N'diaye, Gilbert Bleu-Lainé, Eric Kahé, Laurent Tchagba, Siki Blon Blaise.

Le PDCI-RDA connaît d'autres défections dans la décennie de pouvoir de Laurent Gbagbo. Il s'agit du départ de Laurent Dona-Fologo. Ayant échoué à prendre le contrôle du PDCI-RDA en 2002 car battu aux élections pour la présidence du parti⁶, Laurent

⁵ Don Mello Ahoua, « Il y a une dérive tribalo-fasciste au FPI. », in *Le Démocrate* n°319 du 22 juillet 1997, [En ligne], <https://news.abidjan.net/articles/394700/devoir-de-memoire-ahoua-don-mello-ancien-sg-du-parti-la-renaissance-revele-il-y-a-une-derive-tribalo-fasciste-au-fpi> (consulté le 22/09/2025).

⁶ Laurent Dona-Fologo fut battu lors du congrès électif des 28,29 et 30 avril 2002 à Abidjan Hôtel Ivoire par le président Bédié qui a recueilli plus de 85% des suffrages.

Dona-Fologo, ancien ministre, ancien Secrétaire général du PDCI-RDA (1991-2002) et membre du Bureau politique depuis 1970, crée un mouvement citoyen dès 2002 avec des camarades dont Ouattara Gnonzié. Le Rassemblement pour la Paix (RPP), mouvement citoyen en question, se transforme en parti politique, le Rassemblement pour la paix, le progrès et le partage (RPP) dès 2007. Le PDCI connaît aussi des transhumances individuelles, souvent liées à la promotion de certains cadres. Sans forcément adhérer à un autre parti politique, plusieurs cadres apportent leur soutien au régime des refondateurs. Parmi ceux-ci, l'on peut citer N'zi Paul David, Gnamien Yao, N'dri Konan Appollinaire, Généviève Bro-Grébé, Henriette Lagou, Antoine Brou Tanoh, Maurice Séri Groléba, etc.

Après les secousses du PDCI-RDA, d'autres partis politiques sont traversés par des crises, des départs dans ce contexte de crise militaro-politique que connaît la Côte d'Ivoire. Le PIT connaît des défections importantes comme celles d'Aimé Kabran Appiah et de William Atteby. Kabran Appiah quitte le PIT et fonde le Mouvement national citoyen alternative le 6 mai 2005 pour « restaurer la citoyenneté »⁷. William Atteby fait presque pareil. Sauf que lui adhère directement au FPI alors qu'il est député depuis 2001 pour le compte du PIT.

Le RDR connaît des défections en juillet 2007. Des militants conduits par Zémogo Fofana rompent avec le parti d'Alassane Ouattara. Il s'agit d'Aly Kéïta, Georges Coffy, Jean-Jacques Béchio, Kouamé Oi Kouamé, etc. Ces personnalités créent alors l'Alliance pour une nouvelle Côte d'Ivoire (ANCI).

L'UDPCI est confrontée durant sa croissance aux premières pathologies du milieu politique ivoirien. Le parti essaie de survivre à la mort de son fondateur, Robert Gueï. Il s'engage sous les auspices de son nouveau président, Albert Mabri Toikeusse, dans la plateforme du Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) porté sur les fonts baptismaux le 18 mai 2005 à Paris⁸. Ce positionnement clair dans l'opposition entraîne le départ des courants

réfractaires plus favorables à une alliance avec le pouvoir de Laurent Gbagbo. Ainsi, naissent l'Union républicaine pour la démocratie (URD)⁹ de Danielle Boni Claverie en mai 2006, puis en octobre 2006 l'Alliance ivoirienne pour la république et la démocratie (AIRD) de Kahé Éric¹⁰.

Les transhumances politiques sous la gouvernance de Laurent Gbagbo ont concerné principalement les partis politiques de l'opposition. Contrairement à la période 1990-1999 où le parti au pouvoir a vécu des défections en masse, la réalité est tout autre sous les refondateurs.

1.2.2. Les transhumances politiques sous Alassane Ouattara (2010-2021)

Le dénouement de la crise post-électorale de 2010-2011 a favorisé l'accès au pouvoir du RDR et de la plateforme du Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP). L'exercice du pouvoir hérité de la crise avec de nombreuses victimes ne fut pas des plus faciles. La gestion collégiale et coalisée du pouvoir par la plateforme RHDP a volé en éclat en 2018 quand il s'est agi de passer à l'étape d'un parti unifié. Les adeptes du RHDP unifié et les détracteurs décidés à renforcer leurs appareils se sont empoignés ici et là. Les partis de cette plateforme connaissent dès lors des transhumances croisées.

Celles-ci sont caractérisées d'une part par la rupture avec la coalition RHDP par certains partis et d'autre part par le départ des militants vers des blocs nouveaux. Plusieurs partis politiques ainsi que des leaders ont été touchés par cette crise de confiance, cette méfiance voire cette défiance.

Le RDR, moteur de la plateforme gouvernementale et fervent défenseur du RHDP unifié, est à la manœuvre lorsque la coalition formée le 18 mai 2005 à Paris se transforme en parti politique le 16 juillet 2018. Ce RHDP nouveau connaît une crise liée à la désignation de son candidat à l'élection présidentielle de 2020. L'UDPCI d'Albert Mabri Toikeusse se retire du nouveau parti en 2020¹¹ pour

Appia Kabran, « La Côte d'Ivoire doit négocier avec la France », in *L'Intelligent d'Abidjan*, n°502 du 9 mai 2005, [En ligne], <https://www.lintelligentdabidjan.org/Quotidien/index.php?p=979> (consulté le 01/10/2025).

⁸ RHDP, « La création du RHDP », [En ligne]. <https://www.rhdp-royaumeuni.co.uk/la-creation-du-rhdp> (consulté le 22/09/2025).

⁹ Allan Alliali, « Côte d'Ivoire : l'UDPCI continue de se briser. Boni Claverie crée l'URD », in *Notre Voie* du 24 mai 2006, [En ligne]. <https://fr.allafrica.com/stories/200605260338.html>

(consulté le 22/09/2025).

¹⁰ Alliance ivoirienne républicaine démocratique, « AIRD : Qui sommes-nous ? », [En ligne]. <https://aird-ci.com/aird-qui-sommes-nous> (consulté le 22/09/2025).

¹¹ Fulbert Yao, « Côte d'Ivoire : Après le PDCI, l'UDPCI quitte officiellement le RHDP », [En ligne]. <https://www.aa.com/fr/afrique/c%C3%B4te-divoire-apr%C3%A8s-le-pdci-ludpci-quitte-officiellement-le-rhdp-1930003> (consulté le 23/09/2025).

présenter la candidature de son président. Par ailleurs, Marcel Amon Tanoh, ministre des Affaires étrangères et grande figure du RDR et du RHDP, démissionne du gouvernement le 19 mars 2020¹² et se déclare candidat à l'élection présidentielle le 22 juillet 2020.

La création du RHDP a aussi été la pomme de discorde au niveau du RDR avec Guillaume Soro. Ce dernier a refusé d'adhérer au nouveau parti malgré sa position de président de l'Assemblée nationale. Guillaume Soro acte sa rupture avec le Président Ouattara et le nouveau parti le 8 février 2019 en démissionnant de la présidence de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire. Guillaume Soro crée le 26 juillet 2019 un nouveau mouvement politique, Générations et peuples solidaires (GPS) affichant ses ambitions présidentielles.

Les transhumances politiques sous Alassane Ouattara ont secoué le PDCI-RDA. La crise est partie du débat autour de la création du parti unifié RHDP et de la décision du PDCI de se retirer de la coalition en vue de poursuivre de façon indépendante sa marche et son histoire. De vastes mouvements de défiance aux dirigeants et des défections voient le jour au profit du maintien des liens avec le RHDP, au profit de l'adhésion au RHDP unifié. C'est à ce moment que des mouvements comme « Sur les traces de Félix Houphouët-Boigny »¹³ de Kobenan Kouassi Adjoumani et « PDCI-Renaissance »¹⁴ de Daniel Kablan Duncan sont créés. Finalement, de nombreux cadres optent pour le RHDP et intègrent ses instances dirigeantes. On peut nommer Patrick Achi, Alain Richard Donwahi, Raymonde Goudou Coffie, Amédée Koffi Kouakou, Koffi Lataille, Jeannot Ahoussou Kouadio, Robert Beugré Mambé, Pascal Kouakou Abinan, Joachim Djédjé Bagnon, etc.

Le FPI, parti au pouvoir de 2000 à 2010, connaît une véritable crise après son éviction du pouvoir et l'emprisonnement de son leader Laurent Gbagbo à La Haye au Pays-Bas. La lutte pour le contrôle du parti, la ligne politique et des querelles de

personnes ont très vite eu raison de l'unité et de la solidarité du parti. Comment se tenir face au pouvoir d'Alassane Ouattara ? Faut-il le reconnaître, lui parler pour faire avancer les questions de droits de l'homme et les libertés confisquées et dégelier les comptes de nombreux militants sur le territoire ou en exil ? Faut-il défier ce pouvoir et observer la politique de la chaise vide dans toutes les élections organisées ? Comment mener le combat pour assurer la victoire de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé en procès à La Haye ? Faut-il tourner la page Laurent Gbagbo ? Autant de questions qui sont à l'origine de véritables empoignades, suspicions et rivalités qui ont fini par briser l'unité du FPI qui se retrouve en quatre morceaux en 2021.

Ces quatre branches sont : FPI, Liberté et démocratie pour la république (LIDER), Congrès pour la consolidation de la république et le développement (CONCORDE) et PPA-CI.

Ces transhumances ne peuvent être passées sous silence. Le premier qui quitte le FPI est Mamadou Koulibaly. Le 11 juillet 2011, il rompt avec le FPI et crée son parti politique, LIDER. Il est suivi plus tard par Alcide Djédjé, ancien ambassadeur de la Côte d'Ivoire à l'ONU et ministre des affaires étrangères de Laurent Gbagbo durant la crise post-électorale, qui crée le parti CONCORDE le 15 août 2018.

Les débats sur la gestion du FPI ont favorisé une dissidence depuis 2011 ainsi que l'avènement de la plateforme Ensemble pour la démocratie et la souveraineté (EDS) en 2017 pilotée par Georges Armand Ouégnin¹⁵. En réalité, il s'agit du FPI revendiqué par deux tendances : la tendance légale avec Pascal Affi N'guessan et la tendance dissidente pilotée par Sangaré Aboudramane, puis Koné Aboubacar et Assoa Adou. Cette guéguerre entre ces deux FPI connaît son épilogue avec le retour de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire après son acquittement par la CPI. Au comité central qu'il convoque le 9 août 2021, il tient un discours qui va acter la plus grande transhumance jamais connue

¹² AGENCE FRANCE PRESSE (AFP), « Côte d'Ivoire : démission du ministre des Affaires étrangères », *AfricaNews* du 19 mars 2020, [En ligne]. <https://fr.africanews.com/2020/03/19/cote-divoire-demission-du-ministre-des-affaires-etrangees> (consulté le 22/09/2025).

¹³ Ce mouvement, présenté comme un courant au sein du PDCI-RDA, a été créé le 3 juillet 2018, [En ligne] <https://news.abidjan.net/articles/640777/creation-du-mouvement-sur-les-traces-dhouphouet-boigny-la-creation-dun-courant-au-sein-du-pdci-rda-est-nulle-et-de-nul-effet-secretariat-executif> (consulté le 28/12/2022).

¹⁴ PDCI-Renaissance a vu le jour le 23 décembre 2018.

Alain Aka, « Côte d'Ivoire – Lancement du PDCI-Renaissance : vers une guerre ouverte entre Bédié et Duncan ? » in *Jeune Afrique* du 24 décembre 2018, [En ligne], <https://www.jeuneafrique.com/694889/politique/cote-divoire-lancement-du-pdci-rennaissance-vers-une-guerre-ouverte-entre-bedie-et-duncan/> (consulté le 28/12/2022).

¹⁵ Richard Yasseu, « Décryptage – Côte d'Ivoire – EDS, du gbagboïsme pour contrer l'houphouétisme », 25 avril 2017, [En ligne], <https://news.abidjan.net/articles/613952/decryptage-cote-divoire-eds-du-gbagboisme-pour-contrer-lhouphouetisme> (consulté le 23/09/2025).

par le FPI : Camarades, nous allons passer à un autre sujet, nous allons passer au sujet de notre existence en tant que parti. Nous sommes le Front populaire ivoirien. [...] Nous allons prendre, parce que le FPI, c'est nous. [...] Nous allons changer de nom, c'est tout¹⁶. Comme l'on l'observe, les transhumances sont une réalité constante de la vie politique ivoirienne depuis 1990. Même si elles semblent consubstantielles à la démocratie et aux libertés, leur récurrence appelle une analyse plus approfondie sur les implications de ce phénomène politique préoccupant. Les mouvements de transhumance politique connaissent une augmentation depuis 2000. En effet, sous les régimes Gbagbo (2000-2011) et Ouattara (2011-2021), les transferts du personnel politique entre appareils politiques se sont intensifiés. Cette hausse suscite des interrogations quant aux mobiles de ce nomadisme actif.

2. Les implications des transhumances politiques en Côte d'Ivoire

Évoquer les implications du phénomène de la transhumance politique en Côte d'Ivoire revient à analyser ses facteurs et à apprécier ses conséquences sur la vie politique.

2.1. Les facteurs du nomadisme politique

De 1990 à 2021, la Côte d'Ivoire a connu des mouvements de transfert du personnel politique d'un parti vers un autre, d'un système de pensée et de valeurs vers un autre. Ces mouvements politiques ne sont pas fortuits. Ils procèdent de facteurs explicatifs, de causes profondes, qui nous permettent de comprendre leur réalité existentielle. Ces causes relèvent aussi bien de l'ordre politique et idéologique que de l'ordre économique et social.

2.1.1. Les causes politiques et idéologiques

Les motivations politiques et idéologiques du nomadisme politique en Côte d'Ivoire tournent autour de trois axes : les libertés

juridiques, le déficit de démocratie interne aux partis politiques ainsi que les divergences stratégiques.

La liberté de mouvement politique est rendue possible par la constitution qui reconnaît les libertés individuelles et collectives. Ainsi, tout citoyen jouit-il de la liberté de pensée, de la liberté d'association, de la liberté d'adhésion à une plateforme organisationnelle. Par ailleurs, l'adhésion à une association est totalement libre et les motifs sont personnels. Aussi la démission de toute association relève-t-elle du pouvoir et de la volonté de chaque citoyen. Ces droits sont reconnus par la loi n°93-668 du 9 août 1993 relative aux partis et groupements politiques en son article 7 qui dispose que : « Tout citoyen peut librement adhérer au Parti ou Groupement politique de son choix. Il peut de même s'en retirer librement nonobstant toutes dispositions contraires des statuts et règlements dudit Parti ou Groupement politique »¹⁷. De ce fait, la liberté de mouvement politique constitue-t-elle un facteur politique et juridique prépondérant dans le fléau du nomadisme politique.

Une autre cause politique invoquée est le déficit démocratique interne aux partis politiques. Concernant la création du RDR en 1994, Bernard Houlaï Tiabas (2009, p.68) indique que : C'était donc après cette adoption [de l'ordre du jour du Congrès] que Djéni avait demandé la parole pour une information préalable. Ce refus de parole à Djéni a produit des conséquences graves pour la future configuration politique de la Côte d'Ivoire. Mécontents de cet incident, Djéni et ses amis ont créé le Rassemblement des Républicains (RDR). C'était une déchirure profonde au sein du PDCI. Selon Tiabas, cet incident interne au PDCI a alimenté la plus grande scission connue de ce parti. Même si l'incident est factuel, il convient de considérer un contexte plus large que le reproche d'entrave à la démocratie pour intégrer un contexte politique marqué par les querelles de succession au PDCI après le décès de Félix Houphouët-Boigny. Le déficit démocratique doublé d'une déviation idéologique apparaît comme la cause principale du départ d'Ahoua Don Mello du FPI en 1996. En effet, justifiant la création de son nouveau parti la Renaissance, il tenait les propos suivants : « la

¹⁶ Afrik Soir, « Côte d'Ivoire : l'intégralité du discours de Laurent Gbagbo au Comité central du FPI », *Afriksoir.net* du 9 août 2021, [En ligne], <https://afriksoir.net/cote-divoire-lintegralite-du-discours-de-laurent-gbagbo-au-comite-central-du-fpi/> (consulté le 01/10/2025).

¹⁷ Loidici.Biz, « Les Partis ou Groupements politiques », [En ligne], <https://loidici.biz/2018/09/15/les-partis-et-groupements-politiques/lois-article-par-article/plus-de-textes-de-lois/5773/naty/> (consulté le 29/09/2025).

fascisation du FPI n'a pas permis d'atteindre un tel objectif. C'est pourquoi, nous avons décidé de créer un parti politique qui soit porteur »¹⁸. Les expressions utilisées sont dures « fascisation ». Il apparaît une divergence idéologique entre les alliés d'hier. Mais, que valent les idéologies dans un monde post-guerre froide unipolaire ? Le retour en 2000 de cette tendance au FPI donne à réfléchir sur les intentions personnelles des concernés.

La rupture stratégique et politique est un facteur avancé par Mamadou Koulibaly pour quitter le FPI quand il s'est agi de définir une voie après la crise postélectorale en absence de Laurent Gbagbo détenu à La Haye. Le 11 juillet 2011, il rompt avec le FPI et crée son parti politique, Liberté et démocratie pour la république (LIDER). Il justifie sa décision de rupture avec le FPI en ces termes : Lorsque dans un parcours politique, les événements évoluent dans une voie qui n'est plus en adéquation avec votre vision, vos aspirations et vos valeurs, il devient nécessaire de se réorienter, de dissoudre les liens qui vous ont attaché à une formation politique dans laquelle vous ne vous reconnaissez plus¹⁹.

La rupture stratégique et idéologique est le point de discorde entre Guillaume Soro et Alassane Ouattara au sujet du RHDP en 2019. Il expose les motifs de cette rupture à travers les propos suivants : Il m'a dit alors : le Congrès était très important et que si je ne me rendais pas au Congrès, il serait contraint de me demander de rendre ma démission. Ce que j'ai acquiescé sans hésitation d'ailleurs. Le 24 janvier [2019], à nouveau le Président me convoque. Il me demande à savoir si j'avais changé d'idée. Je lui ai dit : non, M. le Président, c'était tout réfléchi, je ne suis pas RHDP, et je ne comptais pas me rendre au Congrès. Le Président m'a dit : dans ces conditions, il faut que je rende ma démission. Je lui ai dit d'accord²⁰.

¹⁸ Don Mello Ahoua, « Il y a une dérive tribalo-fasciste au FPI. », in *Le Démocrate* n°319 du 22 juillet 1997, [En ligne], <https://news.abidjan.net/articles/394700/devoir-de-memoire-ahoua-don-mello-ancien-sg-du-parti-la-renaissance-revele-il-y-a-une-derive-tribalo-fasciste-au-fpi> (consulté le 22/09/2025)

¹⁹ « Mamadou Koulibaly, « J'ai pris la décision irrévocable de partir du FPI », in *Le Nouveau Réveil* du 12 juillet 2011, [En ligne], <https://news.abidjan.net/articles/404167/mamadou-koulibaly-demissionne-du-front-populaire-ivoirien-jai-pris-la-decision-irrevocable-de-partir-du-fpi-il-cree-le-lider-son-propre-parti-politique> (consulté le 23/09/2025).

²⁰ David Yala, « Soro dit tout sur sa démission forcée : le Président Ouattara m'a appelé en colère (...) On aurait pu attendre (...) Rien ne pressait », in *L'infodrome* du 13 février 2019, [En ligne], <https://www.linforome.com/vie-politique/45876-soro-dit-tout-sur->

La rupture stratégique justifie la création du PPA-CI, une transhumance massive de militants du FPI soutenant Laurent Gbagbo dans son désir de reprendre le leadership de la gauche à Affi N'guessan. Comme on le constate, les désaccords idéologiques, les divergences stratégiques et politiques, le déficit démocratique sont des causes officielles pertinentes des transhumances politiques. Cependant, l'équation des ambitions politiques personnelles demeure le substratum de tous les mobiles.

2.1.2. Les facteurs économiques et sociaux

Les motivations des transhumances politiques sont d'ordre économique et social. En effet, pour beaucoup dans l'opinion publique, ce mobile apparaît plus pertinent que les prétextes politiques avancés. La destination prioritaire des transferts politiques vers le pouvoir alimente une telle perception.

Pour Patrice Koffi Kanté, les changements d'allégeance politique répondent à l'appel du ventre : Ces individus mono-saisonniers, nous donnent la preuve flagrante que leur intérêt n'est pas dans la défense des idéaux qu'ils prétendent porter, mais au contraire, qu'ils sont mus par des instincts basement alimentaires. Les grands discours patriotiques, les principes idéologiques, les convictions intimes et les engagements de plusieurs décennies s'effacent du coup devant l'appel du ventre²¹.

La question de l'argent-roi frappe tout nomadisme politique de suspicion. Zémogo Fofana n'y a pas échappé lorsqu'il révèle que « beaucoup de choses ont été dites. Laurent Gbagbo m'aurait donné de l'argent. La même chose a été dite lorsque j'ai décidé de soutenir Alassane Ouattara. Il paraît qu'il m'a offert cinq cents millions pour cela »²².

[sa-demission-force-le-president-ouattara-m-a-appelle-en-colere-on-aurait-pu-attendre-rien-ne-pressait](https://news.abidjan.net/articles/348257/la-transhumance-politique-une-gangrene-que-traîne-la-classe-politique-ivoirienne) (consulté le 02/10/2025)

²¹ Paul Koffi Kanté, « La transhumance politique : une gangrène que traîne la classe politique ivoirienne », in *Le Nouveau Réveil* du 28 novembre 2009, [En ligne], <https://news.abidjan.net/articles/348257/la-transhumance-politique-une-gangrene-que-traîne-la-classe-politique-ivoirienne> (consulté le 29/09/2025).

²² Inza K. Bamba, « Zémogo Fofana, Président de l'Anci, à propos de son départ du Rdr : J'ai des regrets » in *Nord Sud* du vendredi 9 septembre 2011, [En ligne], <https://news.abidjan.net/articles/410026/zemogo-fofana-president-de-lanci-a-propos-de-son-depart-du-rdr-jai-des-regrets> (Consulté le 22/09/2025).

Les propos de Dorothée Koffi, transfuge du PDCI au RHDP sont assez évocateurs à cet effet : Je suis allée chercher à manger. La politique que nous faisons, nous allons chercher pour vous apporter. C'est mon cas. C'est en votre nom que je suis allée le chercher. Je suis juste à la porte. Je sortirai le moment venu pour vous rejoindre. Même si la porte est fermée, je sortirai par la fenêtre. [...] Si tu vends toutes tes dents, quand la nourriture viendra avec quoi tu vas manger ? C'est notre situation.²³

En Côte d'Ivoire, les intérêts mercantiles ont fait naître des expressions comme « aller au restaurant » ou « chacun sèche ses habits là où le soleil brille ». Tout cela démontre l'opportunisme dont font preuve des politiques dans un marchandage politique où les convictions politiques et idéologiques sont noyées dans l'océan des avantages pécuniaires. Le pouvoir politique trouve là une occasion de débauchage et de déstabilisation de l'opposition. La massification des transhumances politiques depuis 2000 et le sens

presqu'univoque de l'opposition vers le pouvoir rendent compte de la captation et de l'attrait suscités par le contrôle du pouvoir et de la puissance financière. C'est cette vérité qui est relayée par Évariste Adou en ces termes : De nos jours en effet, le ralliement politique est un non-événement pour les populations. Nos cadres, nos élus et surtout nos leaders politiques changent au gré de leur intérêt mercantile. La majorité afflue vers le régime au pouvoir afin de sauver leurs postes au sein de l'administration publique ; la phobie des impôts et de la prison fait du chantage une pratique dominante²⁴.

Au total, les transhumances politiques sont le résultat de désaccords politiques, idéologiques, stratégiques, mais également le fruit de l'exercice des libertés individuelles et collectives qui ouvrent la voie à la défense des intérêts personnels et mercantiles. Ces facteurs agissent négativement sur la vie politique ivoirienne.

2.2. La portée des transhumances politiques

Le nomadisme politique impacte la vie politique et sociale en Côte d'Ivoire. Sa portée se traduit par un vent de renouveau démocratique, mais aussi par la décrédibilisation du personnel politique et par l'illisibilité de sa démarche.

2.2.1. Un vent de dynamisme démocratique

Les transhumances politiques sont une manifestation des libertés individuelles et collectives. Elles permettent le développement d'ambitions personnelles conformes aux convictions idéologiques des acteurs politiques. C'est le chemin emprunté par

Mamadou Koulibaly et Lider après la crise postélectorale de 2010-2011. Les transhumances politiques participent à la clarification de la ligne politique et réduisent la confusion dans les partis politiques. La création du PPA-CI dirigé par Laurent Gbagbo a mis un terme à des années de confusion au FPI présidé par Pascal Affi N'guessan. Les transhumances politiques favorisent la recomposition de l'espace politique et la diversité des offres politiques et idéologiques avec la création de nouveaux partis politiques. Les nouveaux appareils politiques animent le débat politique par leur participation aux différentes élections. Même si les performances réalisées ne bouleversent pas fondamentalement l'ordre établi, elles assurent une certaine reconfiguration du paysage parlementaire comme le montre le Tabl. I.

²³ David Yala, « Transhumance politique à Diabo : un os dans la gorge du RHDP », in *Afrique sur 7* du 28 juillet 2022, [En ligne], <https://www.afrique-sur7.fr/487561-transhumance-politique-diabo-rhdp> (consulté le 06/10/2025).

²⁴ Évariste Adou, « Quel impact de la transhumance au sein des partis politiques ? », in *Afrikipresse* du 30 septembre 2023, [En ligne], <https://www.afrikipresse.fr/article/quel-impact-de-la-transhumance-au-sein-des-partis-politiques> (consulté le 29/09/2025).

Tabl.I : Configuration politique de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire de 1990 à 2021

Élections	1990	1995	2000	2011	2016	2021
Législatures	1991-1995	1996-1999	2001-2010	2012-2016	2017-2020	2021-2025
PDCI-RDA	163	149	98	86	89	66
FPI	9	13	96	-	3	2
RDR/RHDP	-	13	5	138	129	158
UDPCI	-	-	14	-	9	9
EDS	-	-	-	-	-	18
AUTRES	3	0	14	31	25	2
TOTAL	175	175	225	255	255	255

Sources : *Fraternité matin* n°7846 du 28 novembre 1990, p.13-18 & n°9338 du 29 novembre 1995, p.6-8 ; Christian BOUQUET & Irène KASSI-DJODJO, 2012, « Les élections législatives en Côte d'Ivoire marquent-elles la sortie de crise ? », *EchoGéo* : DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.13017> [En ligne], Sur le vif, URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13017> (consulté le 11/11/2025).

Les transhumances politiques renforcent ou affaiblissent les appareils existants qui reçoivent ou perdent des militants. Les nouveaux appareils réalisent quelques percées : le RDR en 1995 avec 13

députés, l'UDPCI en 2000 avec 14 députés, EDS en 2021 avec 18 députés. Cependant cet aspect positif du nomadisme politique est contrebalancé par les méfaits visibles du phénomène.

2.2.2. La décrédibilisation du personnel politique et l'illisibilité de sa démarche

La décrédibilisation du personnel politique se manifeste par l'affaïssement de la confiance dans la parole politique à cause des reniements récurrents. Peut-on parler d'éthique en politique ? Bakary Sogoba indique qu'un nomade politique « est tout simplement un traître. Il engage sa responsabilité morale envers la nation et sa propre conscience »²⁵. Cette confiance atténuée de l'opinion vis-à-vis de la chose politique se traduit par le désintérêt lors des élections, notamment locales. Théodore Holo a raison d'affirmer que : « la transhumance politique apparaît aujourd'hui comme un redoutable fléau qui, non seulement discrédite et déstabilise les partis politiques mais encore empêche la réalisation de l'alternance démocratique »²⁶. La politique qui est une offre de service public est devenue une passerelle d'éclosion sociale pour des opportunistes en quête de mieux-être. Le changement d'allégeance politique révèle une conviction vacillante voire inexistante. En effet, changer de parti politique comme on changerait de chemise pourrait traduire un usage des libertés politiques. Mais à la vérité, cela

entretient un flou, une confusion et une ambiguïté totale sur les valeurs, les motivations et les ambitions du personnel politique. Cette démarche versatile et dissolue devient un problème pour l'opinion publique. C'est cette gangrène que dénonce Paul Koffi Kanté en ces termes : Ces déplacements, parfois individuels, mais parfois massifs et organisés, ont contribué à décrédibiliser notre monde politique. Personne n'y comprend plus rien ; on ne sait plus qui est avec qui et surtout qui fait quoi. Ainsi, on voit tel grand cacique politique rejeter profession de foi et oripeaux idéologiques, pour aller se jeter dans les bras, souvent bien remplis et même trop remplis, d'un parti mieux loti²⁷. Telle apparaît la réalité des faits dans l'opinion publique où plus personne ne semble accorder du crédit à la parole et aux convictions du personnel politique. Cela procède-t-il du manque de formation ? À défaut d'interdire la transhumance politique en général, l'on gagnerait à légiférer afin de proscrire sa forme parlementaire. Ainsi, toute remise en cause du mandat électif de base ouvrirait la voie à la révocation de ce mandat et à de nouvelles élections. Ce serait un pas vers une crédibilisation de la vie politique.

²⁵ Assemblée Parlementaire de la Francophonie, 2012, « Nomadisme ou transhumance politique post-électorale et discipline de parti dans l'espace francophone », *Rapport*, Commission Affaires

parlementaires, Bruxelles le 10 juillet 2012, p.48, [En ligne], <https://share.google/VpO41PJXjZaCM3dTO> (consulté le 06/10/2025).

²⁶ Ibidem, p.47.

²⁷ Paul Koffi Kanté, *article déjà cité*.

CONCLUSION

Depuis la réinstauration du multipartisme en 1990, la vie politique en Côte d'Ivoire est marquée par des transferts de militants entre les appareils politiques. Le phénomène de la transhumance politique, dont les implications sont nombreuses, affecte tous les partis politiques, notamment les grands partis de gouvernement que sont le PDCI-RDA, le FPI et le RDR devenu RHDP. Les facteurs dominants sont le déficit de démocratie interne aux partis politiques, les divergences

politiques, idéologiques et stratégiques, mais surtout les intérêts socioéconomiques et politiques individuels. Ces transhumances politiques sont la manifestation des libertés individuelles et collectives. Elles sont un signe de dynamisme démocratique. Par ailleurs, elles discréditent la parole politique, déstabilisent les partis politiques et désintéressent l'opinion publique de la vie politique. Le nomadisme politique, manifestation des libertés démocratiques, ne peut être interdit. Il serait cependant nécessaire de proscrire sa forme parlementaire.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ADOU Évariste, 2023, « Quel impact de la transhumance au sein des partis politiques ? », in *Afrikipresse* du 30 septembre 2023, [En ligne], <https://www.afrikipresse.fr/article/quel-impact-de-la-transhumance-au-sein-des-partis-politiques> (consulté le 29/09/2025).

AFRIK SOIR, 2021, « Côte d'Ivoire : l'intégralité du discours de Laurent Gbagbo au Comité central du FPI », *Afriksoir.net* du 9 août 2021, [En ligne], <https://afriksoir.net/cote-divoire-lintegralite-du-discours-de-laurent-gbagbo-au-comite-central-du-fpi/> (consulté le 01/10/2025).

AGENCE FRANCE PRESSE (AFP), 2020, « Côte d'Ivoire : démission du ministre des Affaires étrangères », *AfricaNews* du 19 mars 2020, [En ligne], <https://fr.africanews.com/2020/03/19/cote-divoire-demission-du-ministre-des-affaires-etrangees> (consulté le 22/09/2025).

AHOUA Don Mello, 1997, « Il y a une dérive tribalo-fasciste au FPI. », in *Le Démocrate* n°319 du 22 juillet 1997, [En ligne], <https://news.abidjan.net/articles/394700/devoir-de-memoire-ahoua-don-mello-ancien-sg-du-parti-la-renaissance-revele-il-y-a-une-derive-tribalo-fasciste-au-fpi> (consulté le 22/09/2025).

AKA Alain, 2018, « Côte d'Ivoire – Lancement du PDCI-Renaissance : vers une guerre ouverte entre Bédié et Duncan ? » in *Jeune Afrique* du 24 décembre 2018, [En ligne], <https://www.jeuneafrique.com/694889/politique/cote-divoire-lancement-du-pdci-renaissance-vers->

[une-guerre-ouverte-entre-bedié-et-duncan/](#) (consulté le 28/12/2022).

ALLIALI Allan, 2006, « Côte d'Ivoire : l'UDPCI continue de se briser. Boni Claverie crée l'URD », in *Notre Voie* du 24 mai 2006, [En ligne], <https://fr.allafrica.com/stories/200605260338.html> (consulté le 22/09/2025).

ALLIANCE IVOIRIENNE RÉPUBLICAINE DÉMOCRATIQUE, 2025, « AIRD : Qui sommes-nous ? », [En ligne], <https://aird-ci.com/aird-qui-sommes-nous> (consulté le 22/09/2025).

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE, 2012, « Nomadisme ou transhumance politique post-électoral et discipline de parti dans l'espace francophone », *Rapport*, Commission Affaires parlementaires, Bruxelles le 10 juillet 2012, 55p. [En ligne], <https://share.google/VpO41PJXjZaCM3dTO> (consulté le 06/10/2025).

BAMBA K. Inza., 2011, « Zémogo Fofana, Président de l'Anci, à propos de son départ du Rdr : J'ai des regrets » in *Nord Sud* du vendredi 9 septembre 2011, [En ligne], <https://news.abidjan.net/articles/410026/zemogo-fofana-president-de-lanci-a-propos-de-son-depart-du-rdr-jai-des-regrets> (consulté le 22/09/2025).

BOUQUET Christian & KASSI-DJODJO Irène, 2012, « Les élections législatives en Côte d'Ivoire marquent-elles la sortie de crise ? », *EchoGéo* : DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.13017> [En ligne],

Sur le vif, URL :

<http://journals.openedition.org/echogeo/13017>
(consulté le 11/11/2025).

DE BOISSIEU Laurent, 2022, "Présidentielle : les trois raisons du grand mercato politique", in *La Croix* du 21 mars 2022, [En ligne], <https://www.la-croix.com/France/Presidentielle-trois-raisons-grand-mercato-politique-2022-03-21-1201206122> (consulté le 14/08/2022).

DEPRY Didier, 2010, « Mon combat pour la Côte d'Ivoire !- Le livre qui trahit Wodié », *Notre Voie* du 21 avril 2010, [En ligne], <https://news.abidjan.net/articles/362438/mon-combat-pour-la-cote-divoire-le-livre-qui-trahit-wodie> (23/09/2025).

KABRAN Appia, 2005, « La Côte d'Ivoire doit négocier avec la France », in *L'Intelligent d'Abidjan*, n°502 du 9 mai 2005, [En ligne], <https://www.lintelligentdabidjan.org/Quotidien/index.php?p=979> (consulté le 01/10/2025).

KANTÉ Koffi Paul, 2009, « La transhumance politique : une gangrène que traîne la classe politique ivoirienne », in *Le Nouveau Réveil* du 28 novembre 2009, [En ligne], <https://news.abidjan.net/articles/348257/la-transhumance-politique-une-gangrene-que-traîne-la-classe-politique-ivoirienne> (consulté le 29/09/2025).

KOULIBALY Mamadou, 2011, « J'ai pris la décision irrévocable de partir du FPI », in *Le Nouveau Réveil* du 12 juillet 2011, [En ligne], <https://news.abidjan.net/articles/404167/mamadou-koulibaly-demissionne-du-front-populaire-ivoirien-jai-pris-la-decision-irrevocable-de-partir-du-fpi-il-cree-le-lider-son-propre-parti-politique> (consulté le 23/09/2025).

LOIDICI.BIZ, 2025, « Les Partis ou Groupements politiques », [En ligne], <https://loidici.biz/2018/09/15/les-partis-et-groupements-politiques/lois-article-par-article/plus-de-textes-de-lois/5773/naty/> (consulté le 29/09/2025).

RHDP, 2025, « La création du RHDP », [En ligne]. <https://www.rhdp-royaumeuni.co.uk/la-creation-du-rhdp> (consulté le 22/09/2025).

ROUX Édouard, 2022, "Présidentielle : le grand mercato des politiques", in *Paris Match* du 27 février 2022, [En ligne] , <https://www.parismatch.com/Actu/Politique/Presidentielle-le-grand-mercato-des-politiques-1790895> (consulté le 14/08/2022).

TIABAS Houlaï Bernard, 2009, *Les origines de l'instabilité socio-politique en Côte d'Ivoire. Des erreurs fatales dans la gestion de l'État de 1959 à 1999*, Éditions Horizons, s.l., 135p.

YALA David, 2019, « Soro dit tout sur sa démission forcée : le Président Ouattara m'a appelé en colère (...) On aurait pu attendre (...) Rien ne pressait », in *L'infodrome* du 13 février 2019, [En ligne], <https://www.linodrome.com/vie-politique/45876-soro-dit-tout-sur-sa-demission-forcee-le-president-ouattara-m-a-appelle-en-colere-on-aurait-pu-attendre-rien-ne-pressait> (consulté le 02/10/2025)

YALA David, 2022, « Transhumance politique à Diabo : un os dans la gorge du RHDP », in *Afrique sur 7* du 28 juillet 2022, [En ligne], <https://www.afrique-sur7.fr/487561-transhumance-politique-diabo-rhdp> (consulté le 06/10/2025).

YAO Fulbert, 2020, « Côte d'Ivoire : Après le PDCI, l'UDPCI quitte officiellement le RHDP », [En ligne]. <https://www.aa.com/fr/afrique/c%C3%B4te-divoire-apr%C3%A8s-le-pdci-ludpci-quitte-officiellement-le-rhdp-1930003> (consulté le 23/09/2025).

YASSEU Richard, 2017, « Décryptage – Côte d'Ivoire – EDS, du gbagboisme pour contrer l'houphouëtisme », 25 avril 2017, [En ligne], <https://news.abidjan.net/articles/613952/decryptage-cote-divoire-eds-du-gbagboisme-pour-contrer-lhouphouetisme> (consulté le 23/09/2025).

WODIÉ Francis, 2010, *Mon combat pour la Côte d'Ivoire*, Abidjan, NEI/CEDA, 378p.

AUTEUR

Bléou Sylvain **ANGU**

Assistant au Département d'Histoire

Université Peleforo Gon Coulibaly (Korhogo-Côte d'Ivoire)

Courriel : sylvainangu3000@gmail.com



© Edition électronique

URL – Revue Espaces Africains : <https://espacesafricains.org/>

Courriel – Revue Espaces Africains : revue@espacesafricains.org

ISSN : 2957-9279

Courriel – Groupe de recherche PoSTer : poster_ujlog@espacesafricains.org

URL – Groupe PoSTer : <https://espacesafricains.org/poster>

© Éditeur

- Groupe de recherche Populations, Sociétés et Territoires (PoSTer) de l'UJLoG

- Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG) - Daloa (Côte d'Ivoire)

© Référence électronique

Bléou Sylvain ANGU, « *Les transhumances politiques en côte d'ivoire de 1990 à 2021 : les implications d'un phénomène* », Numéro Varia (Numéro 4 | 2025), ISSN : 2957- 9279, p.257-270, mis en ligne, le 30 décembre 2025, Indexations : Road, Mirabel, Sudoc et Impact factor (SIIF) 2025 : 5. 341.

INDEXATIONS INTERNATIONALES DE LA REVUE ESPACES AFRICAINS



Voir impact factor : <https://sjifactor.com/passport.php?id=23718>



Voir la page de la revue dans Road : <https://portal.issn.org/resource/ISSN/2957-9279>



Voir la page de la revue dans Mirabel : <https://reseau-mirabel.info/revue/15151/Espaces-Africains>



Voir la revue dans Sudoc : <https://www.sudoc.abes.fr/cbs/xslt/DB=2.1//SRCH?IKT=12&TRM=268039089>
